

L'impact macro-économique des incendies devrait rester limité

Synthèse

Les actuels incendies en Gironde ont des répercussions négatives sur l'activité économique. Chiffrer cet impact est cependant un exercice hautement incertain. La bonne nouvelle est que les incendies ne semblent pas de nature à entraîner une baisse sensible de l'activité : les pays ou régions ayant subi des catastrophes similaires par le passé (Nouvelle-Galles du Sud, Canada, Californie) n'ont pas subi de baisse notable de leur croissance.

1. Le coût économique des incendies est très difficile à estimer précisément

Les incendies ont mécaniquement un impact négatif sur l'activité économique, mais estimer l'ampleur de cet impact est un exercice délicat. Par exemple, dans le cas des actuels incendies en Gironde, l'estimation de l'impact économique peut dépendre de nombreux choix de périmètres et d'hypothèses, parmi lesquels :

- Une estimation à court terme (perte d'activité momentanée) ou à long terme (destruction d'infrastructures ou de bâtiments) peut donner des résultats différents.
- Un périmètre d'analyse centré uniquement sur le département de la Gironde est différent d'une analyse nationale. Par exemple, les touristes qui ne sont pas allés en Gironde pourraient se rendre en Normandie, rendant l'impact national très différent de l'impact local.
- Les dégâts couverts par les assurances ne présentent pas de coûts directs pour les sinistrés, mais peuvent en avoir un, plus diffus, du fait de la hausse des primes d'assurance.
- L'impact n'est pas nécessairement le même selon la variable économique considérée. Par exemple, les incendies peuvent inciter les pouvoirs publics à se doter de nouveaux moyens de prévention et d'intervention, ce qui crée de l'activité économique au prix d'une dégradation des comptes publics.

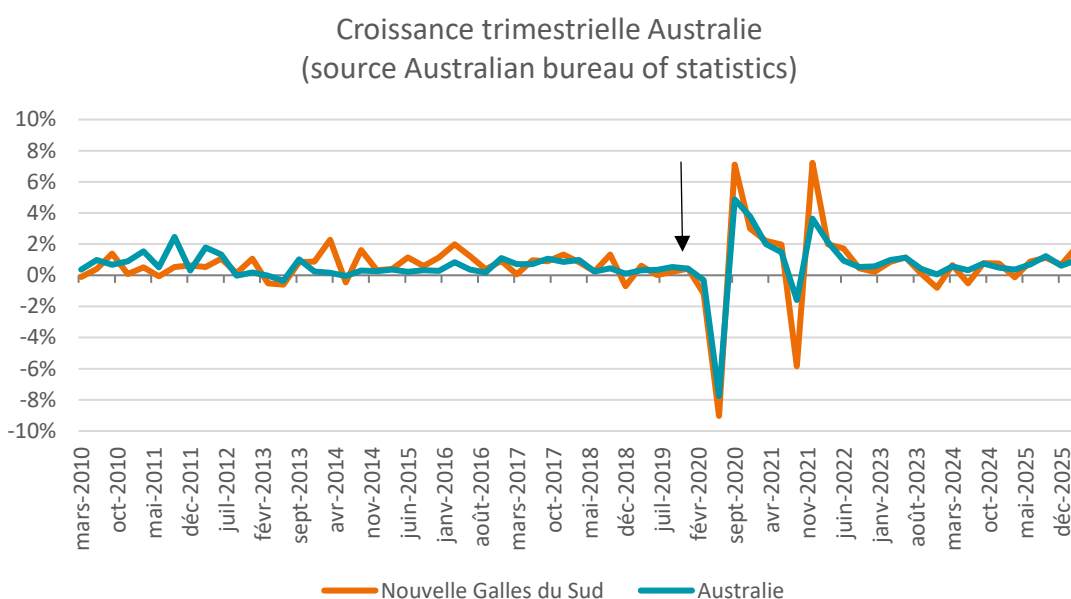
2. Les exemples passés indiquent un impact macro-économique très faible

Les incendies sont des catastrophes récurrentes. Une estimation de leur impact économique peut donc être réalisée à partir des expériences passées.

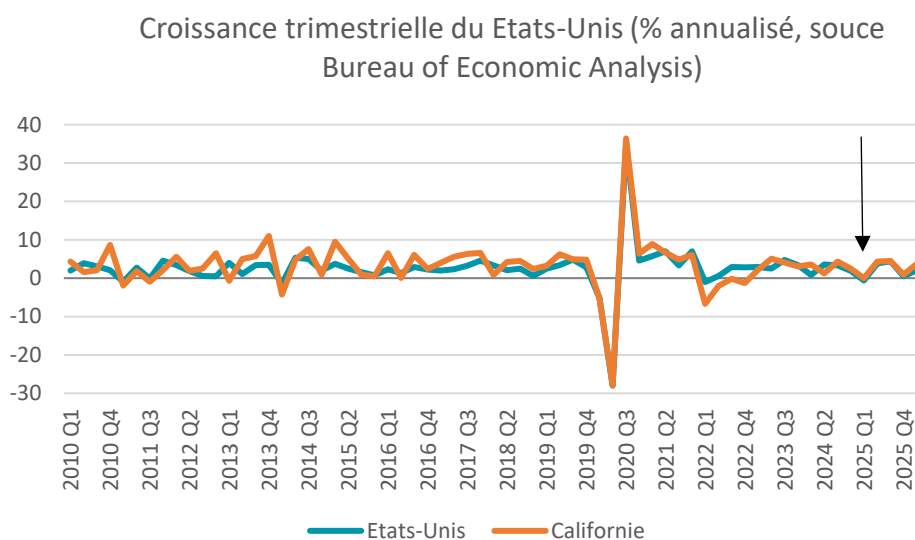
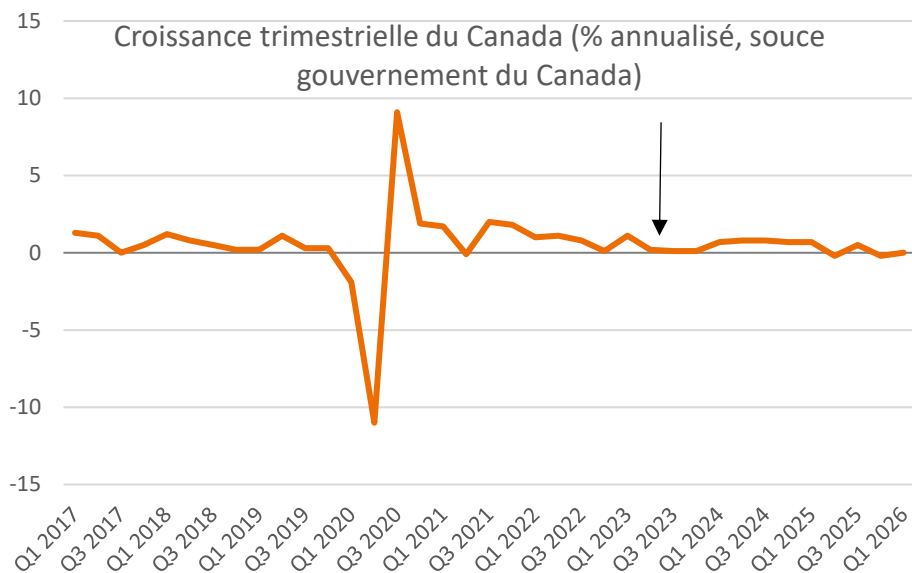
Il semblerait que les incendies n'aient pas d'impacts négatifs sur l'activité économique suffisants pour être discernables dans les données de croissance trimestrielle (contrairement aux crises ou aux confinements par exemple). Les économies des pays développés sont de grande taille (3 000 milliards d'euros pour le PIB français) et les incendies ne semblent pas être en mesure d'influencer significativement leur dynamique.

En effet, dans les cas australiens, canadiens ou américains, on ne distingue pas d'impact négatif notable sur la croissance lors des incendies les plus destructeurs :

- Australie 2019-2020 : fin 2019 et début 2020, la Nouvelle-Galles du Sud a été victime des incendies les plus destructeurs qu'ait connu l'Australie. Pourtant, on ne distingue pas de baisse de l'activité économique¹ fin 2019 (les chiffres du premier trimestre 2020 ont été perturbés par le covid). Au quatrième trimestre 2019, la croissance a été de 0,4 % en Nouvelle-Galles du Sud (l'État le plus frappé par les incendies), comme dans le reste du pays.
- Canada 2023 : à partir d'avril 2023, le Canada a été frappé par une multitude d'incendies de grande ampleur dans de nombreuses provinces (ce qui limite l'intérêt d'analyser une province spécifiquement, comme dans le cas de l'Australie). La croissance a certes été plutôt faible au deuxième trimestre 2023 au Canada (0,2 % en rythme annualisé), mais il ne s'agit pas d'un chiffre suffisamment surprenant pour que l'on puisse conclure à un impact spécifique des incendies sur la croissance du pays.
- Californie 2025 : en janvier 2025, de puissants incendies ont ravagé la région de Los Angeles, entraînant de nombreuses victimes et destructions. Au premier trimestre de cette année, la croissance californienne a été nulle, un chiffre faible au vu du dynamisme structurel de l'État. On ne peut cependant pas conclure à un quelconque impact des incendies puisque, ce même trimestre, le PIB de l'ensemble des États-Unis s'est contracté de -0,6 % en rythme annualisé.



¹ Estimée à partir de la demande finale, seule donnée trimestrielle disponible au niveau des États australiens



27 juillet 2026

Sylvain Bersinger, économiste et
fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

